

---

# **Rapport sur l'intégration en Asie de l'Est**

---

Occasions présentées par une coopération économique  
avancée et obstacles prévisibles

**Coordonné par Heribert Dieter**

**Avec les contributions de Jean-Christophe Defraigne, Heribert Dieter, Richard  
Higgott et Pascal Lamy**

## Avant propos

Le développement accéléré des échanges à l'échelle du monde ne doit pas être opposé aux mouvements d'intégration régionale. C'est en tout cas ce que l'on observe en Asie, où la réflexion sur les causes de la crise financière et monétaire de 1997, et sur les moyens de s'assurer qu'elle ne se reproduira plus, s'est poursuivie ces dernières années dans différentes enceintes, la dernière en date ( 14 décembre 2005) étant la conférence de Kuala Lumpur, appelée premier sommet de l'Asie de l'Est et réunissant les représentants de seize pays. Elle s'est focalisée sur l'intérêt qu'il y aurait à recourir de plus en plus à des mécanismes de coopération régionale.

Fait assez rare dans les annales du développement, le prodigieux essor de l'économie chinoise auquel on assiste depuis vingt-sept ans, une durée de très forte croissance sans précédent, s'est conjugué avec une ouverture toujours plus grande sur l'extérieur. Les exportations chinoises, qui correspondaient à 8% du PIB en 1980, en représentent aujourd'hui près de 40%. L'intégration économique régionale, aussi bien sur le plan commercial que sur celui de l'investissement, s'est poursuivie à un rythme accéléré. Aux excédents commerciaux de la Chine avec les Etats-Unis font pendant ses déficits avec ses partenaires asiatiques, à commencer par le Japon. Les échanges régionaux se sont intensifiés et aujourd'hui la moitié du commerce international de la zone est un commerce intra-régional.

Le rapport commandé à Notre Europe par l'organisation japonaise de recherche sur le commerce extérieur (JETRO) fait ressortir les spécificités du mouvement d'intégration régionale asiatique, et en particulier les traits qui le distinguent de son homologue européen. On verra que les institutions, les structures, n'y occupent pas une place centrale, que la coopération régionale pourrait y être stimulée autant par des considérations financières et monétaires que par des considérations commerciales, que l'initiative est venue plus souvent de la base que du sommet (même s'il ne s'agit sûrement pas d'une cause bénéficiant aujourd'hui d'un large appui populaire) et que la question du leadership reste entière, alors que, dans le cas de l'Europe, elle avait été résolue dès le départ par une forte volonté politique de réconciliation entre la France et l'Allemagne.

L'avenir du processus d'intégration régionale en Asie n'est pas aisé à imaginer. L'intégration de fait à laquelle on assiste aujourd'hui pourrait se poursuivre sans autre ambition. Alternativement, elle pourrait passer à un moment donné par un renforcement du cadre institutionnel. En tout état de cause, les efforts de l'Asie orientale et de l'Europe pour créer de vastes zones économiques régionales constituent un grand pas en avant pour l'économie mondiale.

Tommaso Padoa-Schioppa

## Résumé

Ce rapport a pour but d'identifier les facteurs qui stimulent les processus d'intégration économique dont nous sommes actuellement témoins en Asie. Avec en toile de fond le processus d'intégration européenne, les auteurs de ce rapport examinent les facteurs qui constituent le cadre de l'intégration en Asie de l'Est et proposent des scénarios pour l'avenir de la coopération est-asiatique.

Richard Higgott examine le rôle de deux variables négligées dans l'explication de la gouvernance économique, à savoir les institutions et les dirigeants, dans le cas de l'Asie de l'Est. Il soutient qu'il est peu probable que l'Asie de l'Est connaisse la même expérience que l'Europe, qui a plus ou moins suivi une logique d'intégration néo-fonctionnaliste. Il distille plusieurs facteurs qui représentent le caractère unique du plan de coopération est-asiatique : premièrement, la crise financière de la fin des années 1990, qui s'est avérée être un tournant pour le régionalisme en Asie. La crise a démontré l'inefficacité de l'APEC et a donné lieu à des initiatives pour la coopération monétaire régionale. Higgott considère ce type de régionalisme instrumental dans les affaires monétaires comme le point de départ d'une intégration régionale plus approfondie en Asie de l'Est. Le degré d'interaction sans précédent dans ce domaine suggère un renforcement de la voix de l'« Asie de l'Est » dans la région. La formation d'une véritable identité est-asiatique est également encouragée par le rôle changeant des États-Unis, qui fonctionnent comme un catalyseur objectif dans « l'asianisation orientale » de la côte du Pacifique Ouest : les acteurs régionaux ne se soumettent plus aussi facilement au contrôle de Washington et ils sont en mesure de s'assurer une autonomie plus grande vis-à-vis de la puissance hégémonique d'autrefois. La dynamique de ce processus sera conditionnée par les structures régionales de l'autorité qui émergeront au cours des années à venir, que l'auteur considère comme étant « la question la plus importante en ce qui concerne la politique régionale pour l'avenir ».

La dynamique d'intégration est également traitée dans l'article de Heribert Dieter, lequel considère les différentes options possibles en matière de régionalisme monétaire en Asie de l'Est. Dans son analyse des avantages et inconvénients des différents régimes de taux de change pouvant être introduits au niveau régional, il conclut qu'il n'existe aucune solution favorable à toutes les parties en présence. Le choix d'une structure doit être basé sur une évaluation précise des avantages et inconvénients des divers régimes. Pour les pays de l'Asie de l'Est, la priorité après les crises asiatiques semble être de limiter la vulnérabilité à l'instabilité financière du marché, même si cela implique de renoncer à une partie de la souveraineté. Cependant, le progrès vers une intégration monétaire plus importante est ralenti par l'approche ambiguë du Japon vis-à-vis du régionalisme et son refus d'assumer un rôle de stabilisateur du système monétaire asiatique (SMA) – le rôle joué par l'Allemagne au sein du système monétaire européen (SME). Cela donne à la Chine plus de marge afin de développer son propre programme. L'auteur considère pour cette raison que les obstacles les plus importants à l'intégration monétaire et financière se

situent au niveau politique, à savoir que la volonté politique et les dirigeants importent plus que les difficultés techniques liées aux différents programmes de coopération.

Dans sa contribution, Jean-Christophe Defraigne souligne un cadre institutionnel possible pour la régulation de l'intégration commerciale en Asie de l'Est. En raison d'un certain nombre de facteurs, le Projet d'intégration en Asie de l'Est (EAIP : East Asian Integration Project) ne sera pas façonné sur le modèle européen. Premièrement, répercutant l'opinion de Higgott, Defraigne affirme que, à la différence de l'Europe, les États participants à l'EAIP ne pourront pas compter sur l'hégémonie bienveillante des États-Unis. Une autre idiosyncrasie de l'Asie de l'Est provient de l'hétérogénéité des économies nationales est-asiatiques, qui empêche le Japon de jouer le même rôle intégrationniste que l'Allemagne durant le processus européen. Néanmoins, selon Defraigne, le Japon jouera un rôle crucial dans l'avancement de l'EAIP. La poursuite par le Japon d'initiatives économiques bilatérales pourrait – une fois celles-ci terminées – prendre la forme d'un réseau dense d'accords commerciaux régionaux (RTA : Regional Trade Agreements) bilatéraux relativement harmonisés dans la région. Afin de maintenir la Chine dans le processus, l'auteur suggère la création d'un arrangement supranational pour l'application des engagements relatifs aux RTA, au sein duquel la Chine et les autres partenaires d'Asie de l'Est se verraient attribuer davantage de poids qu'il n'en ont actuellement dans la région. En ce qui concerne la dimension cognitive de l'intégration, l'auteur maintient qu'un sentiment de « valeurs asiatiques » partagées a lentement fait son apparition au cours des dernières années, mais que cette identité régionale naissante est toujours plus vague que l'idéologie euro-fédéraliste du début des années 1950. Defraigne conclut en élaborant deux scénarios pour l'avenir. Un EAIP fructueux pourrait marquer l'émergence d'un monde capitaliste multipolaire au sein duquel les États-Unis devraient plier devant une coalition favorable au multilatéralisme, formée par l'Asie de l'Est et l'Europe, ou cette situation pourrait mener à la consolidation de blocs commerciaux séparés moins interdépendants, une évolution qui serait plutôt dangereuse.

Ensuite, Richard Higgott évoque certaines perspectives pour l'avenir du leadership régional en Asie de l'Est. Le « nouveau régionalisme » en Asie de l'Est est caractérisé par un dialogue économique amélioré parmi les États de l'Asie du Nord-Est (Chine, Japon et Corée du Sud) et entre ces États et les États de l'Asie du Sud-Est par le développement du processus de l'ANASE plus trois. Un facteur décisif pour la formation de la future direction de ce nouveau régionalisme est la façon dont la relation entre les principaux acteurs régionaux, à savoir la Chine et le Japon, va évoluer. Higgott esquisse deux scénarios possibles – l'un dans lequel les tensions sino-japonaises s'avéreront impossibles à résoudre, et l'autre dans lequel l'intensification du processus ANASE plus trois mènera à une Communauté (économique) de l'Asie de l'Est. En outre, Higgott suggère qu'une sorte de « régionalisme de la réglementation » est actuellement en train d'émerger en Asie, un régionalisme distinct du modèle européen du fait qu'il relie les visions nationales et globales en matière de réglementation par l'intermédiaire d'un niveau régional. Le régionalisme en Asie de l'Est n'est pas centré sur le commerce mais se développe surtout dans le domaine de la coopération monétaire, et ne se présente pas comme entraînant la perte de souveraineté communément associé au processus d'intégration européenne.

Dans son essai final, Pascal Lamy réitère la conclusion que le modèle européen n'est pas reproduit dans le processus d'intégration en Asie de l'Est, au sein duquel on ne retrouve pas plusieurs facteurs qui ont joué un rôle dans le projet d'intégration européenne : les États-Unis en tant que parrain bienveillant de l'intégration régionale, un accord entre les principaux acteurs régionaux concernant la direction future du processus d'intégration, et une homogénéité relative parmi les différents pays membres. Lamy identifie trois scénarios possibles, le premier étant la continuation de la tendance actuelle menant à une intégration « douce » et, à bien des égards, superficielle, qui profiterait à la Chine de manière disproportionnée en sa qualité d'acteur principal. Le second scénario est une forme « d'interdépendance des volontaires » qui impliquerait la création de nouvelles institutions. Cependant, ce scénario est basé sur la volonté du Japon d'aller de l'avant grâce à une forte initiative politique, ce qui semble plutôt improbable à l'instant présent. Le troisième scénario dépeint l'intégration régionale comme une conséquence d'un choc externe, comme la crise asiatique, qui pourrait être l'élément déclencheur provoquant le recours à des mesures pour limiter la vulnérabilité, des mesures qui seraient à la base d'une intégration économique plus solide. Quel que soit le scénario, Lamy conclut que le processus d'intégration régionale en Asie de l'Est sera entravé si les élites politiques ne parviennent pas à inculquer un sens d'identité régionale commune à leurs populations.

# Introduction

Il existe un débat ouvert et continu concernant l'intérêt de la question de l'intégration régionale à notre époque de mondialisation. L'intégration régionale est-elle un point de départ ou un instrument utile, alors que nous nous dirigeons vers une économie mondialisée, en raison du besoin de devenir un acteur régional pour continuer à jouer un rôle dans un monde dominé par une mondialisation grandissante ? Ou l'intégration devrait-elle au contraire être perçue comme une idée du passé, une idée dont l'utilité et la pertinence sont peut-être dépassées, et ne sont peut-être plus ce qu'elles étaient il y a quelques années, précisément parce que l'ère de la mondialisation en est à son commencement. L'actuel ministre des Finances britannique semble adhérer à cette seconde école de pensée. Mon opinion personnelle est que le plaidoyer en faveur de l'intégration régionale mérite toujours d'être présenté car celle-ci pourrait être plus actuelle et plus pertinente aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. Je pense que l'intégration régionale pourrait être le meilleur moyen d'acquérir les disciplines collectives conduisant à un sentiment de responsabilité collective, éléments nécessaires afin de devenir un acteur mondial effectif, ce qui est aussi vrai au niveau des entreprises qu'au niveau national. Les préférences collectives viennent plus facilement à l'esprit lorsque l'on raisonne en termes régionaux que lorsque l'on considère le monde dans son ensemble. Les pays peuvent les définir plus rapidement dans un contexte régional que dans un contexte mondial et une fois les définitions en place, il ne faut qu'un pas pour adopter la réglementation nécessaire à leur maintien.

L'Asie a longtemps été irrésolue quant aux avantages et désavantages de l'intégration régionale. JETRO, l'organisation japonaise du commerce extérieur (Japanese External Trade Organization) a commandé ce rapport afin de se faire une idée des publications académiques et spécialisées concernant les comparaisons entre les intégrations économiques européenne et asiatique. Ce que l'on trouve ici est donc avant tout un résumé des documents existants en la matière, repris dans une liste qui figure à la section des références à la fin du rapport. L'accent est mis sur les facteurs qui constituent le cadre de l'intégration asiatique, avec l'intégration européenne en toile de fond, et sur la direction que prend actuellement l'intégration asiatique. L'Europe représente plutôt un point de repère qu'un modèle. Le rapport analyse la situation en Asie de l'Est et du Sud-Est, c'est-à-dire les pays qui constituent l'ANASE+3.

Il existe des signes, particulièrement depuis la crise de 1997 mais également plus récemment, qui indiquent un mouvement vers une intégration économique plus développée en Asie de l'Est allant au-delà des politiques usuelles d'intégration commerciale. Les marchés nationaux sont en train de fusionner et de devenir des marchés régionaux. Les tarifs douaniers sont progressivement éliminés et les investissements transfrontaliers, notamment à travers les fusions et acquisitions, encouragent la coopération interrégionale. L'Association des Nations de l'Asie du Sud Est (ANASE) semble faire place à l'ANASE plus trois (APT), à savoir l'ANASE plus la Chine, le Japon et la Corée, en tant que structure de promotion de l'intégration la plus importante. Un sommet de la communauté d'Asie de l'Est, rassemblant l'APT et trois pays qui

ne se situent pas dans le champ de ce rapport, l'Australie, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, doit être tenu à Kuala Lumpur. Sommes-nous confrontés à une tendance lourde et profonde qui conduira à l'apparition de nouvelles sphères économiques et sociales à l'échelle régionale, ou s'agit-il encore d'un exercice de pure rhétorique dépourvu de la signification qui lui donnerait un profond désir de développer les disciplines nécessaires et appropriées ? Sous certains angles, en particulier au niveau monétaire et financier, la crise asiatique de 1997 s'avère avoir des effets similaires à ceux qui ont résulté du choc de 1973-1974 : l'instabilité catastrophique des taux de change et des mouvements de capitaux observés il y a huit ans ont fait réfléchir les esprits et ont donné lieu à l'introduction de politiques utiles. Les pays d'Asie de l'Est, et en particulier la Chine qui a vu s'exercer une forte pression internationale en vue de la réévaluation de sa monnaie, ont activement géré la fluctuation de leurs monnaies ou en ont fixé le taux de change avec le dollar. Les dimensions monétaires et financières du régionalisme ont pris leur propre signification et il existe un sentiment répandu que le développement continu des relations commerciales régionales repose sur le degré de stabilité régionale dans les domaines monétaire et financier. Cela représente un appel à des mesures collectives dans ces domaines. Le but de ce rapport est d'aller au-delà des nombreuses déclarations politiques de principe sur la question de l'intégration régionale en Asie et de regarder de plus près les chiffres et les intérêts importants impliqués. Les forces qui travaillent en faveur de la coopération régionale et celles qui travaillent dans la direction opposée sont, dans le cas de l'Asie, identifiées et comparées à celles qui furent à la base du projet d'intégration européenne.

Le sujet de ce rapport a été divisé en trois sections, l'une sur les institutions et les dirigeants, rédigée par le Professeur Higgott au début et à la fin du rapport, une autre sur le régionalisme monétaire et les marchés financiers, confiée au docteur Heribert Dieter, qui a également joué un rôle de coordonnateur en chef du projet, et une troisième sur l'intégration commerciale, traitée par Jean-Christophe Defraigne. L'énergie, qui est un problème en soi, existant en dehors des questions liées à l'intégration régionale, a été laissée de côté délibérément. Un esprit de liberté académique imprègne cette étude. Les trois collaborateurs ont été encouragés à s'exprimer de manière indépendante et avec force. Les trois parties – et cela constitue le fil rouge du rapport – tentent de déterminer les facteurs qui stimulent le processus d'intégration en Asie, gardant à l'esprit la façon dont se sont déroulés les événements en Europe.

# Conclusions

Les images de l'intégration régionale qui ressortent de l'Europe et de l'Asie sont tout à fait différentes, on assiste à une approche descendante dans le cas de l'Europe et montante dans le cas de l'Asie. Pour les pères fondateurs de l'Europe, un pré requis institutionnel était nécessaire. Dans l'ensemble, les Asiatiques ne partagent pas la révérence que les Européens portent aux institutions. Avant la crise de 1997, « le cartésianisme formel juridique européen » était un terme péjoratif en Asie. La nature descendante du processus d'intégration européenne ne l'a pas empêché de se constituer de solides racines dans le grand public, bien qu'aujourd'hui certains pourraient être tentés de dire qu'elles ne sont pas assez solides, vu les résultats des référendums en France et aux Pays-Bas. La construction européenne a été en partie poussée par un important engagement politique, des deux côtés du Rhin, en vue d'enterrer l'héritage de trois guerres désastreuses en l'espace d'à peine soixante-dix ans : dans de telles circonstances, l'Allemagne et la France ont assez naturellement assumé le rôle de leaders. Elles sont devenues les moteurs du processus. L'intégration en Asie s'est jusqu'à présent avérée relever davantage d'un exercice par essais et erreurs, poussée par un groupe très restreint de hauts fonctionnaires et de dirigeants de la banque centrale, conscients des avantages qui pouvaient en être retirés ; le grand public n'est pas un acteur du processus. Il n'y a pas de modèle ou de structure générale montrant la marche à suivre. Il n'existe pas de politique de concurrence significative ni de coopération en matière de réglementation dans le domaine des services telles qu'elles existent en Europe. Les rancunes remontant à la Seconde Guerre mondiale et au-delà n'ont pas réellement été enterrées et le processus n'a pas été perçu et encouragé comme un moyen de les enterrer. Une autre différence majeure provient du rôle joué par les États-Unis, le rôle d'un protecteur et d'un parrain bienveillant de l'intégration, du moins jusqu'à une année récente dans le cas de l'Europe, rôle qui est absent dans le cas de l'Asie. Étant donné que les deux principaux acteurs régionaux en Asie de l'Est sont loin de s'entendre sur un projet de programme approprié pour l'intégration régionale et sur leur rôle respectif pour mener à bien un tel programme, l'on peut conclure que les fondations de l'intégration régionale ne sont pas aussi solides en Asie aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en Europe. Le Japon joue parfois le rôle de la Grande-Bretagne, très proche des États-Unis pour des raisons politiques et de sécurité, mais possédant cependant un intérêt vital et grandissant dans les développements économiques régionaux.

Où sommes-nous et à quoi pouvons-nous nous attendre ? Le processus d'intégration en Asie de l'Est, s'il s'avère effectivement être un processus, se situe toujours à un stade très précoce. Un certain nombre de facteurs, qui ont permis de mener à bien le processus européen, manquent à l'appel. À l'heure actuelle, à l'exception de visionnaires comme Kiyoski Komima, il y a peu d'individus prévoyants proposant une vision de la direction dans laquelle ce processus devrait s'engager, pour passer d'un passé désastreux à un avenir de paix, amenant la réconciliation et la prospérité, et il n'existe pas de structure pour effectuer la transition de la meilleure façon qui soit. Pour le moment, on ne voit pas de défis ou de menaces extérieurs qui conduiraient à se concentrer sur le besoin d'unité. Le sentiment que la région glisse le long



d'une pente qui la conduira tôt ou tard vers l'insignifiance ou même l'oubli, et que cette descente doit être arrêtée, n'est pas vraiment présent. Il n'y a pas de parrain bienveillant qui pousse les différentes parties à réfréner leurs instincts nationalistes au nom de l'unité. Il existe d'importantes divergences entre les différents membres du groupe : la deuxième plus grande économie mondiale côtoie un certain nombre d'autres économies développées, ainsi que des économies à revenu intermédiaire et à croissance rapide et des économies très pauvres. Les héritages des pays de l'Asie de l'Est sont bien plus variés que ceux que l'on rencontre en Europe et, mis à part le Delta du Mékong, il n'existe pas de tradition dans le domaine de la gouvernance « supranationale », il n'existe pas d'institutions régionales importantes dotés d'une véritable autorité. Si l'intégration régionale doit avoir lieu, la convergence ne sera pas un exercice facile. Pour certains pays qui ont fait l'expérience du colonialisme dans un passé récent, il reste une sorte d'aura mystique entourant l'idée de souveraineté nationale : l'héritage colonial ne joue certainement pas en faveur des programmes d'intégration régionale basés sur la mise en commun de la souveraineté. L'Asie de l'Est ne semble pas s'engager sur la route de Balassa<sup>\*1</sup> vers l'intégration régionale ; cette dernière ne se développera vraisemblablement pas selon les voies et les étapes qu'il a décrites dans son travail de référence en la matière.

La Chine, en supposant qu'elle le désire, aura certaines cartes importantes à jouer pour l'avenir de l'intégration régionale. Si elle veut élaborer un plan d'intégration régionale afin de promouvoir ses intérêts, la Chine prendra probablement en considération, dans une mesure plus ou moins importante, les différents avantages comparatifs d'Hong Kong, de Taiwan et de Singapour, étant donné les relations spéciales qui existent avec ces trois entités. Le pays pourrait même regarder plus loin, vers les Chinois d'outre-mer, qui d'une certaine façon forment une circonscription naturelle et qui forment le groupe le plus important d'entrepreneurs dynamiques de l'Asie du Sud-Est.

La conclusion de cette étude est que l'avenir de l'intégration régionale en Asie de l'Est peut être envisagé de trois façons différentes.

- Le premier scénario est essentiellement une continuation de la tendance actuelle. Cela serait un processus lent, et pourrait s'avérer n'être qu'un exercice visant à gérer les intérêts des pays de la région aussi bien que possible dans le cadre plus large de la mondialisation économique. Dans ce cas, le processus resterait essentiellement montant, exprimant des solidarités économiques de fait ; aucune transmutation n'aurait lieu et l'intégration serait effectuée en douceur, et sous bien des angles, de manière superficielle. Un mouvement vers une forme plus profonde d'intégration appellerait dans un certain nombre de domaines une forte convergence qui serait basée à son tour sur l'existence d'une volonté et d'une énergie politiques, éléments qui ne font pas partie du décor de ce scénario. Le scénario « soft », en d'autres termes, ne se transformerait pas en quelque chose de différent : il n'a pas d'avenir. On peut le voir comme le scénario chinois, étant donné qu'il sera déterminé par les acteurs les plus importants. La Chine signerait des accords de libre-échange avec ses

---

<sup>1</sup> Voir la première section du premier chapitre de la Partie I

partenaires régionaux. Sa position au sein du concert régional pourrait être améliorée de la même manière que la position des États-Unis fut améliorée par l'ALENA en Amérique du Nord. Une variation de ce scénario de base, qui apparaît dans la dernière section du rapport, rédigée par le professeur Higgott, comprendrait des avancées sur le plan de l'intégration monétaire comme assurance contre une répétition de la crise de 1997. Le régionalisme de réglementation, opposé au régionalisme basé sur de nouvelles institutions, serait mis en place comme le moyen le plus approprié de stabiliser les marchés financiers, notamment afin d'améliorer le mauvais état du système bancaire chinois. Trop de banques chinoises et même certaines banques japonaises sont encore accablées par le poids d'un grand nombre de prêts qui ne rapportent plus rien. De façon plus générale, la coopération en matière de réglementation est indispensable pour les services. Elle a vu le jour en Europe, mais n'existe toujours pas en Asie.

- Le second scénario est une forme d'interdépendance des volontaires réfléchie et bien conçue. Il implique un degré de volonté politique et le recours à des institutions afin de sauvegarder les équilibres régionaux actuels qui seraient autrement menacés. De nouvelles institutions devront être créées et développées afin que les convergences nécessaires soient élaborées et décidées et afin que les structures intégrées puissent survivre aux replis politiques et économiques. Ces institutions devront également être fortes afin de mettre en place l'équilibre adéquat, étant donné les importantes asymétries qui sont caractéristiques de la région. Le scénario devrait se fonder sur une solide initiative politique qui ne pourrait a priori venir que du Japon. Il n'existe à l'heure actuelle aucun signe ou indication qu'une telle initiative est en cours de préparation. Et il y a peu de raisons de penser qu'elle sera au rendez-vous, dans un avenir plus ou moins proche, étant donné les valeurs culturelles asiatiques et l'approche institutionnelle qui serait nécessaire, une approche qui s'avère étrangère à la façon de concevoir les relations internationales des Asiatiques, comme cela a déjà été signalé.
- Le troisième scénario envisage l'intégration régionale comme la conséquence d'un choc externe – qu'il s'agisse d'un choc monétaire et financier similaire à celui de 1997-1998, ou d'un choc commercial, comme l'effondrement d'un grand marché extérieur – c'est-à-dire un tournant vers le protectionnisme aux États-Unis ou en Europe. Un tel choc pourrait déclencher un mouvement pour réduire la vulnérabilité résultante par une intégration économique plus forte. La fin du régime des taux de change fixes de Bretton Woods au début des années soixante-dix se trouve à l'origine de l'émergence de l'euro en Europe.

Si le processus s'accélère pour une raison quelconque, un certain nombre de problèmes politiques vont voir le jour et devront être résolus. L'un de ces problèmes est la relation entre la Chine et le Japon. Une sorte de catharsis est nécessaire : elle doit encore avoir lieu.

Soixante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Chinois et Japonais sont toujours enclins à se mépriser, ce qui est préoccupant.

Quel que soit le scénario, l'intégration régionale en Asie de l'Est sera entravée de manière plus importante encore qu'en Europe par le manque de soutien populaire. L'expérience européenne a démontré l'importance de la dimension du *demos*, ou plutôt de l'impact d'un manque de soutien populaire. Des institutions fortes, pourtant nécessaires pour un processus d'intégration profondément enraciné, se avérées insuffisantes. Les citoyens doivent avoir davantage leur mot à dire concernant une évolution qui aura des répercussions importantes sur leur vie quotidienne. En dernière analyse, le soutien doit venir des citoyens et pour cette simple raison, ils doivent jouer un rôle dans le processus. Un processus conduit par l'élite n'est pas durable à long terme.